

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 05/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EDILIANS ex IMERYS TC**

65 chemin moulin Caron  
69570 Dardilly

Références : UDR-SSDAS-25-276-CR  
Code AIOT : 0006103735

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement EDILIANS ex IMERYS TC implanté Site industriel - Rue Tuilerie 69610 Sainte-Foy-l'Argentière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le Plan Pluriannuel de Contrôle de 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDILIANS ex IMERYS TC
- Site industriel - Rue Tuilerie 69610 Sainte-Foy-l'Argentière
- Code AIOT : 0006103735
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Ex IED - MTD

Le site EDILIANS de Sainte-Foy-l'Argentière est une installation de fabrication de tuiles d'argile depuis 1884. L'installation est constituée de 4 unités de productions (3 unités de fabrication de tuiles et 1 unité de fabrication d'accessoire).

Le site reçoit uniquement de l'argile de la carrière EDILIANS de Haute-Rivoire et a une capacité de production totale de 250 000 tonnes de tuiles par an.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Emissions Atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 4.2 et Annexe II	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Emissions Sonores	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 3.1 et Annexe I	Sans objet
3	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 5.3	Sans objet
4	Installation de stockage et de distribution de liquide inflammable	AP Complémentaire du 04/01/2010, article 7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre sous 4 mois un dossier présentant une Étude de Risque Sanitaire et une étude géochimique des argiles (seule source notable d'émission de SO<sub>2</sub>) permettant de justifier l'acceptabilité des valeurs mesurées.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions Sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 3.1 et Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs Limites d'Emission
<b>Prescription contrôlée :</b>

Sept points de référence sont définis. Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins visés à l'article 2 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant:

Période	Niveaux de bruit admissibles en limite de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée	
Bruit ambiant entre 35 et 45 dB(A)	Bruit ambiant supérieur à 45 dB(A)		
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	Point n°1: 55 dB(A) Point n°2: 50 dB(A) Point n°3: 65 dB(A) Point n°4: 62 dB(A) Point n°5: 60 dB(A) Point n°6: 60 dB(A) Point n°7: 56 dB(A)	6	5
Nuit : 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	Point n°1: 45 dB(A) Point n°2: 45 dB(A) Point n°3: 57 dB(A) Point n°4: 57 dB(A) Point n°5: 55 dB(A) Point n°6: 55 dB(A) Point n°7: 51 dB(A)	4	3

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les 3 ans.

#### Constats :

Les dernières mesures des émissions sonores ont été réalisées le 5 et 12 octobre 2023 et présentées en réunion durant la visite d'inspection. Les résultats sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Emissions Atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 4.2 et Annexe II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs Limites d'Emissions

#### Prescription contrôlée :

Les valeurs limites des rejets à l'atmosphère: débit, concentration et flux, sont fixées dans

l'annexe 2 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, normes de mesure, transmission des résultats à l'inspection des installations classées). [...]

Dans le cas d'une autosurveillance permanente, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

La nature et la périodicité des contrôles, pour chacune des quatre unités (SFA A5, SFA 35, SFA 36 et SFA 37) sont les suivantes:

Une analyse semestrielle est réalisée sur les poussières totales, le fluor et l'acide chlorhydrique. [...]  
Une analyse annuelle est réalisée sur les oxydes d'azote, les oxydes de soufre, les COV, les CO/CO<sub>2</sub>, et les métaux [...].

#### **Constats :**

Les mesures de rejets atmosphériques de 2024 ont été partagées auprès de l'Inspection des Installations Classées durant la visite d'inspection. Celles-ci sont réalisées semestriellement sur les poussières totales, le fluor, l'acide chlorhydrique ainsi que sur les oxydes d'azote, les oxydes de soufre, les COV, les CO/CO<sub>2</sub>, et les métaux.

Les mesures sont non conformes en soufre SO<sub>2</sub>: une concentration moyenne de 43 mg/m<sup>3</sup> sur l'unité de production SFA37 et de 52 mg/m<sup>3</sup> sur l'unité de production SFA36 (VLE fixée à 35mg/m<sup>3</sup>).

Les mesures sont non conformes en fluor gazeux: une concentration moyenne de 15 mg/m<sup>3</sup> sur l'unité de production SFA36 (VLE fixée à 5mg/m<sup>3</sup>).

L'exploitant réalise actuellement un suivi de la production et a mis en place un plan d'action afin de diminuer les rejets atmosphériques.

Cette augmentation s'explique par l'évolution géologique de l'argile utilisée en tant que matière première dans l'installation.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre sous 4 mois un dossier présentant une Étude de Risque Sanitaire et une étude géochimique des argiles (seule source notable d'émission de SO<sub>2</sub>) permettant de justifier l'acceptabilité des valeurs mesurées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

#### **N° 3 : Collecte des effluents liquides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux de collecte

**Prescription contrôlée :**

<p>Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.</p> <p>Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en amont de la visite le plan des réseaux d'eau du site. Les eaux pluviales et les eaux non polluées ne sont pas mélangées.</p> <p>Lors d'une précédente visite, l'huile de la pompe à vide était rejetée dans le système de traitement des rejets aqueux. La pompe à vide a été démantelée et remplacée. La pompe n'est plus reliée au réseau d'eau et est affectée à un bac de récupération de polluant installé à proximité.</p> <p>L'installation ne comporte pas de bassin de récupération d'eaux susceptibles d'être polluées suite à un incendie sur site. La tuilerie se situant en zone PPRI de la Brévène ainsi que sur un ancien site minier, un affouillement n'est pas possible. L'exploitant a réalisé une étude en 2022 afin d'identifier et de dimensionner les rétentions possibles dans chaque unité de production afin de couvrir un risque d'incendie. De plus, le réseau est conçu afin de pouvoir obturer manuellement une liaison en cas d'incendie.</p> <p>Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Installation de stockage et de distribution de liquide inflammable**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/01/2010, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cuve enterrée</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réservoir est installé de façon à ce que sa paroi soit à plus de 2 mètres des limites de propriété ainsi que des fondations de tout local sans lien avec l'exploitation du réservoir.</p> <p>L'appareil de distribution est ancré et protégé contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'ilots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.</p> <p>La distance minimale d'éloignement de 4 mètres, mesurée horizontalement, est observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution. [...]</p> <p>Un plan d'implantation à jour, du réservoir enterré et de ses équipements annexes, est présent. Le réservoir est repéré par une signalétique l'identifiant par sa capacité et par le produit contenu, placée à proximité des événements et à proximité des orifices de dépotage. [...]</p> <p>Les réservoirs simple enveloppe, stratifiés ou non, subissent un contrôle d'étanchéité selon les règles de l'annexe II de l'arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes, tous les cinq ans, par un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté pré-cité.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'établissement dispose d'une cuve de GNR, double enveloppe, enterrée dont la capacité est de 6 000 Litres.

La visite sur site a permis de constater la bonne disposition de l'évent à 4 mètres par rapport au réservoir. L'appareil de distribution est ancré sous un escalier et est protégé contre les heurts de véhicule. L'accès situé en haut de l'escalier est condamné.

Le plan du site comporte la présence de ce réservoir et est repéré sur site par une signalétique adaptée.

Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite